LE DROIT DE LA RESPONSABILITÉ ET L'ASSURANCE NUCLÉAIRES CONSIDÉRÉS DANS LEURS INTERFÉRENCES AVEC LA RADIOPROTECTION ⁽¹⁾

J. HÉBERT*

et J.Y. DEMOURES**, M. LAGORGE**, B. de NERCY**, R. STEIN***

(manuscrit reçu le 13 janvier 1969)

L'intérêt présenté pour les sciences, la médecine et l'économie par l'utilisation à une échelle sans cesse croissante des appareils ou substances qui émettent des rayonnements ionisants, mais ces rayonnements étant dangereux, la volonté corrélative d'éviter que les utilisateurs ou des tiers ne courent de risques, estimés socialement inacceptables, en conséquence de ces emplois, ont conduit à mettre au point des techniques de détection et de mesure de ces rayonnements, de protection contre leur action et de surveillance médicale appropriée des travailleurs spécialisés.

Reposant sur la radioprotection ainsi entendue, qui lui fixe les objectifs à atteindre, une technique dite de « sûreté nucléaire » s'est également développée qui tend à prévenir la réalisation des risques dès la conception de l'installation et qui se traduit en particulier par un examen critique des projets.

Comme dépassement de la contradiction entre ces deux impératifs sociaux contemporains : utiliser les rayonnements et en limiter les conséquences dommageables, la radioprotection et son produit dérivé, la sûreté devaient cesser nécessairement très tôt (1934 en France) de n'être qu'une partie de l'art du radiologue ou de l'ingénieur pour passer au plan du droit, expression majeure de la vie sociale.

Pour la radioprotection proprement dite, les recommandations de l'I.C.R.P. se transmutent en règles juridiques par un processus de formation du droit, assez exceptionnel, qui, sous une multiplicité apparente de « Normes », a cependant réussi à promouvoir une uniformisation relativement poussée du droit de la radioprotection dans l'ensemble du monde. Les organisations internationales ou plurinationales, telles que l'A.I.E.A., l'O.I.T., l'E.N.E.A., l'Euratom, ont en effet traduit les recommandations précitées dans des dispositions non seulement techniques et médicales mais aussi administratives, plus ou moins développées

* Chef de la Division du Droit Nucléaire à l'Electricité de France, 3 avenue de Messine, Paris (8^e).

** Commissariat à l'Energie Atomique, rue de la Fédération, Paris.

*** Agence Européenne de l'Energie Nucléaire.

(1) Texte réalisant la synthèse des exposés présentés et des discussions intervenues au cours de la réunion de la S.F.R.P., le 2 décembre 1968 (voir « Nouvelles de la Société », page 85 du n° 1, vol. 4).

et précises : les Normes de base. Les Normes possèdent valeur obligatoire pour les opérations conduites directement par ces organisations et valeur de recommandation ou de directive pour les Etats membres. Parfois, comme en matière de transport, un nouveau relai d'adaptation et d'amplification de leurs aspects normatif, juridique, est opéré par des organisations internationales spécialisées, telles que l'I.A.T.A., l'Office International des chemins de fer (R.I.D.), l'I.M.C.O., etc... Ces Normes de base et règlements de transport sont ensuite « reçus » par les droits nationaux et une nouvelle cascade de textes en précise progressivement, et de façon souvent fort détaillée et minutieuse, les voies et moyens (par exemple, en France D. 66-450 du 20 Juin 1966, suivi, en dehors des installations nucléaires de base, par le D. 67-228 du 15 Mars 1967 et des arrêtés d'application d'Avril et de Décembre 1968).

La « sûreté nucléaire » ne fait l'objet que de dispositions de principe assez générales dans les Normes précitées. Son passage au plan juridique est également plus ou moins complet selon les pays. Acquis pleinement aux Etats-Unis par exemple, ce passage est moins évident en France, mais il est clair que l'appréciation de la sûreté est l'élément essentiel de l'octroi de l'autorisation requise pour la création des installations nucléaires de base par le D. 63-1228 du 11 Décembre 1963 (bien que ne figurant pas de manière explicite dans le texte du décret, la sûreté a pris toute son importance dans la pratique administrative qui s'est instaurée pour l'examen des demandes d'autorisation).

Certes, le facteur essentiel pour obtenir une radioprotection et une sûreté nucléaire satisfaisante réside dans l'importance qu'y attachent la direction et la hiérarchie des organismes mettant en jeu les rayonnements ionisants, la conscience professionnelle, cette application particulière de la conscience morale, des techniciens chargés des missions de protection ou de sûreté et l'esprit de discipline éclairé du personnel appelé à travailler auprès des sources de rayonnements. Ces éléments ayant été réunis dans notre activité, surtout depuis le Manhattan project, les résultats constatés jusqu'à présent sont encourageants.

Il n'en demeure pas moins que la discipline même d'élaboration de normes juridiques de plus en plus précises et la référence qu'elles procurent ensuite pour l'action orientent l'application des facteurs non proprement juridiques que nous venons de rappeler. Mais la Société suppose ses membres faibles et, depuis l'aube des civilisations, juge insuffisante, pour l'observation des prescriptions qu'elle juge importantes, la pression sociale diffuse même intériorisée, par l'éducation par exemple, en conscience morale. Elle prévoit en conséquence, à un niveau moins élevé d'exigences, plus grossier, une contrainte sociale organisée, ce qui, pour certains auteurs, est l'essence même du Droit.

En fixant des obligations pour les employeurs et leurs personnels, le droit de la radioprotection (le Strahlenschutzrecht des auteurs allemands) ou de la sûreté nucléaire, implique comme conséquence nécessaire la sanction des infractions à ces obligations et la réparation des dommages subis par autrui, qui ont pu en être la conséquence. Et de la personne, à qui la loi a imposé des obligations et qui les a enfreint, se voit contrainte d'en répondre devant les tribunaux, c'est-à-dire de subir un châtement, une peine ou de verser une indemnité (dommages-intérêts) à la victime, nous disons qu'elle est responsable.

Toutefois, tant que la condamnation consiste dans le versement à la victime d'une compensation en argent du dommage subi, le responsable peut ne pas en

supporter tout le poids s'il a souscrit une police-d'assurance-responsabilité, c'est-à-dire s'il s'est fait promettre, moyennant le versement d'une rémunération, la prime, pour lui ou pour un tiers, en cas de réalisation d'un risque (la condamnation à des dommages-intérêts), une prestation par l'assureur, qui, prenant en charge un ensemble de risques, les compense conformément aux lois de la statistique.

I - LA RESPONSABILITÉ DE DROIT COMMUN PRINCIPALEMENT DANS SON APPLICATION A LA RADIOPROTECTION

A - LE RÉGIME DE DROIT COMMUN A UN DOMAINE D'APPLICATION TRÈS ÉTENDU, MÊME EN MATIÈRE NUCLÉAIRE

Il existe certes un régime spécial de responsabilité civile nucléaire, mais il ne s'agit que d'un régime d'exception, applicable dans certaines hypothèses d'accidents survenus en relation avec certaines installations nucléaires seulement. Par suite, toutes les questions de responsabilité qui se posent en dehors du domaine circonscrit avec précision de ce régime spécial doivent être résolues sur le terrain du droit commun de la responsabilité, c'est-à-dire d'un droit polyvalent et non spécifique. C'est notamment au regard de ce droit commun que sera appréciée la responsabilité civile d'un radiologue à l'égard de ses patients ou de ses auxiliaires, celle de la quasi-totalité des utilisateurs de radioéléments, celle des exploitants de mines d'uranium, des fabricants d'éléments combustibles en uranium naturel ou appauvri, des exploitants d'accélérateurs et même de réacteurs dits à puissance nulle garantie. Enfin, dans tous les cas, la responsabilité pénale est également de droit commun. De plus, le régime spécial dérive du régime de droit commun et interfère avec lui dans son application.

B - LA RESPONSABILITÉ PÉNALE, PRINCIPALEMENT DES CADRES

Ces raisons nous conduisent à examiner maintenant la responsabilité de droit commun, mais il est nécessaire tout d'abord que nous précisions la distinction, que nous n'avons fait qu'évoquer jusqu'à présent, entre responsabilité pénale d'une part, responsabilité civile d'autre part, nonobstant leur fréquente superposition et interférence dans la pratique.

La contrainte sociale est particulièrement évidente quand le responsable enfreint une interdiction ou obligation considérée comme touchant l'ordre établi de la Société. Aussi, afin d'apaiser l'émotion causée par l'acte jugé coupable et de dissuader des répétitions ou imitations, son auteur est frappé d'une peine. Dans notre droit, pour qu'il y ait responsabilité pénale, il faut que la loi qualifie de crime, délit ou contravention un acte ou omission, et prévoie la sanction, la peine. Tandis que pour qu'il y ait responsabilité civile, il faut que les droits et intérêts légitimes d'un individu aient été lésés par le fait ou l'abstention d'un autre.

A la différence de divers droits étrangers (Allemagne, Suisse, etc.), le droit français n'a guère tenté de définir des crimes et délits « nucléaires » et il s'est

contenté de prévoir que l'infraction aux prescriptions auxquelles il attache le plus d'importance seront sanctionnées par des dispositions de portée générale, tel que l'article 173 du Code du Travail, article qui punit d'amende les contraventions, même si aucun dommage n'en a été la conséquence, aux dispositions sur l'hygiène et la sécurité du travail. Plus généralement encore, l'article R.26-15^o du Code Pénal punit d'amende la violation des règlements légalement pris (décrets, arrêtés ministériels, préfectoraux ou municipaux) et les articles 319, 320 et R.40 du Code Pénal sanctionnent de prison ou d'amende les homicides ou blessures causés par imprudence ou inobservation des règlements. (Voir note 1).

Il importe de noter en premier lieu que si les infractions les plus graves supposent un élément psychologique, l'intention délictueuse de l'auteur, il n'en est pas de même pour les infractions par imprudence et les contraventions.

En second lieu, si en principe c'est l'individu auteur physique de l'infraction qui est puni, dans les hypothèses que nous avons énumérées, par exception, un autre que l'auteur direct pourra être sanctionné. Ce sera en principe l'employeur ou le chef d'établissement, mais souvent aussi le cadre qui, sur le tas, pouvait effectivement intervenir pour faire observer la réglementation et, en notre matière, la « personne compétente » est un coupable virtuel. Enfin, nous devons rappeler que les polices d'assurance responsabilité ne remboursent pas les amendes pénales et que l'employeur n'est pas juridiquement tenu de le faire.

Notre insistance sur la responsabilité pénale s'explique pour plusieurs raisons :

- en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, la victime a un intérêt certain à établir qu'une faute intentionnelle de l'employeur ou de ses préposés, ou une faute inexcusable de l'employeur ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction ou encore la faute simple d'un tiers (autre que l'employeur ou ses préposés) est à l'origine de l'accident ou de la maladie. Or, pour diverses raisons de procédure, la victime a intérêt à commencer par intenter une procédure sur le plan pénal, notamment parce que, hors du régime spécial nucléaire, le tribunal répressif peut également se prononcer sur l'aspect civil de l'affaire (action civile);
- il n'est pas impensable que par un mouvement de balancier, en contrepartie d'une responsabilité civile devenant un mécanisme d'indemnisation assez

(1) Un auditeur a soulevé avec raison la question de poursuites pour non-assistance à personne en danger au cours des opérations consécutives à un accident.

L'article 63 du Code Pénal punit en effet de prison et d'amende quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance qu'il pouvait lui prêter soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours. Toutefois, cet article pose la condition que cette assistance soit « sans risque pour lui ni pour les tiers ». Ce qui était précisément le cas dans l'hypothèse avancée.

En effet, si les instructions aux sapeurs-pompiers, approuvées par arrêté du 21 Août 1967, prévoient, sous la seule responsabilité du chef de détachement, qu'un équivalent de dose de 25 rem peut être dépassé s'il y a des vies humaines à sauver et s'il est impossible de relever les sauveteurs, cette solution ne paraît pas pouvoir être étendue.

La question soulevée peut également être posée sur le terrain de la responsabilité civile et selon les circonstances (gravité des risques), l'abstention de porter secours pourra être ou non considérée comme fautive.

Sur le plan de la responsabilité administrative, pourrait également se poser, dans l'hypothèse d'intervention de secours, le problème de l'indemnisation des collaborateurs bénévoles ou requis du service public.

Il ne nous est malheureusement pas possible de développer ce point dans le cadre de cet article.

impersonnel reposant de moins en moins sur une faute individuelle, l'opinion n'exige des poursuites pénales contre les personnes physiques qui pourraient avoir joué un rôle dans la survenance de l'accident.

Toutefois, on constate en pratique que si la probabilité de poursuites pénales contre les cadres n'est pas nulle, elle n'est cependant pas aussi élevée, et de loin, que ne le laisseraient supposer les possibilités qu'offre à cet égard le droit pénal, surtout si l'on considère non l'engagement même des poursuites, mais leur aboutissement théorique, les jugements rendus.

C - LA RESPONSABILITÉ CIVILE

Il y a responsabilité civile quand les droits et intérêts légitimes d'un individu sont lésés par le fait ou l'abstention d'un autre ou par l'intervention d'une chose placée sous sa garde dans la genèse du dommage. À ce stade, nous devons introduire une seconde distinction selon les rapports existants entre le préjudice et la nature des relations établies entre les deux individus en présence, l'auteur et la victime du dommage.

1 - RESPONSABILITÉ CIVILE CONTRACTUELLE

Si le dommage résulte de l'inexécution ou de la mauvaise exécution d'un contrat valable conclu entre ces individus, nous disons qu'il y a responsabilité contractuelle. C'est ainsi que le radiologue, qui inflige à son client une radiodermatite, lui doit des dommages-intérêts si le dommage peut être attribué à la violation de l'obligation, que la jurisprudence, qui a de bons yeux, lit en filigrane dans tout contrat médical, d'apporter « des soins consciencieux, attentifs et réserves faites de circonstances exceptionnelles, conformes aux données acquises de la science ».

2 - RESPONSABILITÉ CIVILE DÉLICTEUELLE OU QUASI DÉLICTEUELLE

I - *Subjective*

Par contre, si le fait générateur du dommage est intervenu en dehors de relations contractuelles entre son auteur et la victime, on dit qu'il y a responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle. Il est regrettable que nous employons ce terme « délit » dans deux sens différents selon que l'on se place sur le terrain du droit pénal (infraction de la compétence des tribunaux correctionnels) ou civil (acte dommageable intentionnel). Par quasi-délit, on entend un acte dommageable non-intentionnel, mais l'intention joue au civil un rôle moindre qu'au pénal si bien que ces notions sont aujourd'hui pratiquement confondues.

En matière de responsabilité délictuelle, le droit français pose en principe général (art. 1382 C. Civ.) que « tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à la réparer », que complète l'article suivant qui assimile au fait, la négligence ou l'imprudence. D'où il suit que trois éléments doivent être réunis :

— un préjudice certain, c'est-à-dire non éventuel, non hypothétique, même s'il peut être futur, touchant les droits et intérêts patrimoniaux légalement protégés.

gés, mais aussi extrapatrimoniaux (douleur physique ou morale, atteinte à la réputation) de la victime;

- ce préjudice doit être lié par un lien de causalité à l'acte ou à l'omission ou négligence fautive du défendeur, c'est-à-dire ne procéder que de cet acte (en cas de faute concomitante de la victime, le dommage ne sera retenu que pour la part attribuable à l'auteur : partage de responsabilité) et en procéder directement sans interférences postérieures à l'acte de facteurs de nature à permettre de douter du caractère nécessaire de l'enchaînement causal;
- un acte, négligence ou imprudence du défendeur qui peut être qualifiée de faute, cette faute se recherche par comparaison avec la conduite d'un homme « normalement », « moyennement » prudent et avisé placé dans les mêmes conditions externes que le défendeur.

Cette considération du sujet de l'acte dommageable fait parler de responsabilité subjective.

Aussi, la faute d'un spécialiste de radioprotection s'apprécie par rapport à ce qu'un spécialiste de cette discipline est censé connaître (les Normes de base par exemple) et faire.

II - Responsabilité civile délictuelle du fait d'autrui et présomption de responsabilité du fait des choses (formes atténuées de responsabilité objective)

a) responsabilité du fait d'autrui

Les pères de famille n'ignorent pas qu'ils sont responsables civilement de leurs enfants mineurs habitant avec eux (art. 1384 - 4^e alinéa). Surtout les « maîtres et commettants » sont en droit français (art. 1384 - 5^e alinéa) responsables, automatiquement en pratique, des dommages causés à des tiers par leurs préposés dans l'exercice, ou même seulement à l'occasion de leurs fonctions. Notamment, dans le cas particulier de recours d'un salarié contre un médecin du travail, la tendance actuellement dominante de la jurisprudence est de retenir, le cas échéant, la responsabilité civile de l'employeur et non celle du médecin du travail. L'employeur, généralement assuré, étant habituellement plus solvable qu'un salarié, la victime d'un dommage causé par un préposé a tout intérêt à plaider que l'acte dommageable se rattache aux fonctions du préposé. Certes, après avoir indemnisé la victime, l'employeur pourrait se retourner contre son préposé, mais il s'abstient généralement de le faire, d'autant que le plus souvent la réparation a été versée par une compagnie d'assurance qui ne jouit pas en principe de ce recours (art. 36, Loi du 13 Juillet 1930).

En pratique, le salarié n'a guère à craindre de voir engager sa responsabilité civile pour les dommages qu'il aurait pu causer à l'occasion de ses fonctions.

b) Présomption de responsabilité du fait des choses et responsabilité objective

Le développement du machinisme rendant difficile la recherche de la faute, on a recherché, à la fin du XIX^e siècle, le moyen de faciliter l'action des victimes des « choses ». Sans oser aller, comme certains le proposaient, jusqu'à l'abandon de l'exigence de l'élément « faute » (théories dites du risque créé), la jurisprudence

a découvert un petit membre de phrase dans l'article 1384, alinéa 1^{er} in fine (2), selon lequel on est responsable « des choses que l'on a sous sa garde » et, en en déduisant une « présomption de responsabilité », on est parvenu à en faire le second pilier de la Responsabilité Civile délictuelle en droit français. Par « chose », on doit entendre toute chose inanimée, corporelle ou non (les rayonnements ionisants sont des « choses » au regard de cet article) qu'elle soit ou non dangereuse ou atteinte de vices. Le gardien, qui est celui qui en a l'usage, le contrôle et la direction (par exemple le voleur) est présumé responsable des dommages causés à des tiers par la « chose », sauf à être exonéré s'il fait preuve d'un cas fortuit, d'une faute de la victime ou du fait d'un tiers.

Dans quelque cas, des lois spéciales n'ont pas jugé utile de se dissimuler derrière l'article 1384 et ont imposé une responsabilité pour risque (aéronefs, téléphériques). Quand on ne recherche pas la faute, on dit que la responsabilité est objective.

D - LA RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

La responsabilité de la puissance publique n'est pas régie par les dispositions du Code Civil (arrêt Blanco 8 XI 1873 D.P. 73.3.17) mais par des règles spéciales qui varient suivant les besoins du service et la nécessité de concilier les droits par des lois particulières et surtout par la jurisprudence du Conseil d'Etat. On y distingue également une responsabilité contractuelle et une responsabilité délictuelle et pour celle-ci une responsabilité fondée sur la faute et une responsabilité sans faute.

E - LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DE TRAVAIL OU MALADIES PROFESSIONNELLES ET LA RESPONSABILITÉ CIVILE

I - RAPPEL DE LA LÉGISLATION SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

C'était essentiellement pour apporter une réparation aux victimes nombreuses des accidents du travail que de grands juristes français proposèrent la théorie du risque et la « découverte » de l'article 1384. Mais, avant même de voir couronner partiellement leurs efforts au plan civil, le législateur instituait, par une loi du 9 Août 1898, un régime spécial de réparation des accidents du travail, étendu en 1919 à certaines maladies professionnelles. Depuis la loi du 30 Octobre 1946, la réparation de ces accidents et maladies ne peut plus être considérée comme une partie du droit de la responsabilité, mais il subsiste cependant certains liens qu'il faut connaître.

Rappelons que l'accident du travail se caractérise par l'action soudaine et violente d'une cause extérieure qui survient par le fait ou à l'occasion du travail,

(2) M. HÉBERT présente ses excuses aux participants de la réunion du 2 Décembre 1968 à Saclay pour la faute de frappe qui s'est glissée dans le résumé de son exposé. Il faut lire : article 1384, alinéa 1^{er} in fine, et non bien sûr : 1382.

provoquant une lésion du corps humain de toute personne salariée ou travaillant à quelque titre que ce soit ou en quelque lieu que ce soit pour un ou plusieurs employeurs. Il suffit donc à la victime d'établir la matérialité d'une lésion et sa manifestation au cours et sur le lieu du travail pour que cette lésion soit présumée être un accident de travail.

La maladie professionnelle est due non à une action violente unique mais à l'effet répété de certaines substances ou émanations au contact desquelles le travailleur se trouve exposé, de façon habituelle, du fait de ses activités professionnelles. La loi énumère limitativement ces affectations (par exemple tableau VI des maladies causées par les substances radioactives) et le délai, à compter de la cessation de l'exposition à l'agent nocif, dans lequel elles doivent se manifester (délai de prise en charge). Le salarié doit établir qu'il souffre d'une affection figurant au tableau, décelée dans le délai de prise en charge et qu'il a été auparavant exposé de façon habituelle à l'action de l'agent nocif indiqué au tableau auquel il se réfère.

La procédure de prise en charge par la Sécurité Sociale débute par une déclaration de l'employeur (accident du travail) ou de la victime (maladies professionnelles). Dans les cas graves ou douteux, la Caisse de Sécurité Sociale procède à une enquête officielle ou administrative, complétée parfois d'enquête à l'initiative de l'inspecteur ou du médecin inspecteur du travail, voire d'une enquête sur le plan pénal. La Caisse prend alors une décision de prise en charge ou de refus de prise en charge qui peut être contestée en justice par l'employeur ou la victime.

Contrepartie de ces facilités de preuve par présomption ou enquête administrative que prévoit cette législation, la réparation est forfaitaire et calculée sur le salaire de la victime, mais avec des abattements importants, qu'il s'agisse d'indemnité journalière jusqu'à la consolidation ou de rente.

II - INTERFÉRENCES ENTRE LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LA RESPONSABILITÉ CIVILE

La victime conserve donc un intérêt à essayer de faire couvrir la part de son préjudice non réparé par la Sécurité Sociale sur le terrain de la responsabilité civile ou administrative, mais elle ne peut le faire que dans certaines hypothèses.

Si l'accident (l'hypothèse de la maladie paraît marginale dans ce cas) a été causé par un tiers (un autre que l'employeur ou ses préposés), la victime peut poursuivre ce dernier sur le terrain des articles 1382 et 1384, concurremment d'ailleurs avec la Sécurité Sociale qui poursuit le remboursement des indemnités versées à la victime.

Toutes les maladies d'origine professionnelle ne figurent pas encore sur les tableaux, il existe donc « un angle mort » dans la réparation apportée par le droit social qui consiste dans la différence entre les prestations du régime de sécurité sociale de droit commun et celles, plus larges, du régime des accidents de travail et maladies professionnelles. La victime a alors intérêt à agir sur le terrain civil contre l'employeur et nous en connaissons au moins un exemple en matière de maladie causée à un travailleur par les rayonnements ionisants.

Dans quelques cas également, le travailleur peut prouver que l'accident est dû à une faute intentionnelle de l'employeur ou de l'un de ses préposés, et peut agir

sur le terrain de la responsabilité civile. Enfin, si l'accident est dû à une faute inexcusable (3) de l'employeur ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction, le travailleur obtient une majoration d'indemnité ou de rente de la Sécurité Sociale. Cette dernière impose en contrepartie à l'employeur une cotisation supplémentaire.

C'est afin de faciliter, au moindre coût, les preuves nécessaires de faute que, dans ces hypothèses, le salarié a souvent intérêt à placer d'abord l'affaire au plan pénal en portant plainte ou en se constituant partie civile (*cf. supra* § B).

*
* *

II - LA RESPONSABILITÉ CIVILE DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE (RÉGIME D'EXCEPTION)

A - RAISON D'ÊTRE D'UN RÉGIME SPÉCIAL

Les rayonnements ionisants, du fait d'une part qu'ils ne sont pas perçus directement par les sens de l'homme et que leur action nocive peut résulter d'un cumul insidieux, d'autre part que les dommages somatiques qu'ils provoquent sont peu spécifiques et surtout peuvent n'apparaître qu'après un délai de latence parfois très long et, dans ce cas, selon une probabilité statistique mal connue, soumettent à rude épreuve le système traditionnel de preuve de la matérialité et de l'importance des dommages (4), surtout du lien causal.

Toutefois, ce n'est pas ce facteur juridique qui a déterminé l'instauration d'un régime particulier de responsabilité mais plutôt des préoccupations d'ordre économique et politique. Les fournisseurs de matériels nucléaires, à l'origine de notre industrie (Manhattan project), arguant de leur ignorance, ont obtenu de se voir garantir des risques impliqués par leurs fournitures par leur client qui, à l'époque, était la puissance publique. Quand on a ouvert aux Etats-Unis, en 1954 l'accès de l'industrie nucléaire à la « libre entreprise », pour la production d'électricité en particulier, deux problèmes se sont posés. D'une part, il fallait rassurer la population par la certitude d'une indemnisation satisfaisante en cas d'accident, estimé alors comme pouvant être très grave (Brookhaven Report),

(3) C'est-à-dire une « faute d'une gravité exceptionnelle, dérivant d'un acte ou d'une omission volontaire, de la conscience du danger que devait en avoir son auteur, en l'absence de toute cause justificative et se distinguant par le défaut d'éléments intentionnels de la faute intentionnelle ».

(4) A propos notamment de la distinction du dommage futur indemnisable et du dommage éventuel qui ne l'est pas.

d'où la constitution d'une garantie d'un montant très élevé. D'autre part, il fallait faire en sorte que la compétitivité de la nouvelle source d'énergie ne se trouve pas obérée par une superposition de primes d'assurance, chacune d'un coût nécessairement élevé en raison du manque de données acturiales et des craintes de catastrophe. Une première solution, dite de canalisation économique, fut trouvée aux États-Unis. Comme condition de l'octroi d'une licence d'exploiter un réacteur l'AEC exige de l'exploitant qu'il souscrive des polices d'assurances, à concurrence actuellement d'un montant de 70 M \$, polices qui couvrent non seulement la responsabilité civile de cet exploitant à l'égard des tiers mais encore celle de toute personne (fournisseur par exemple) qui pourraient être condamnés par les tribunaux comme étant le responsable de l'accident nucléaire. En outre, par une convention d'indemnisation, connexe à la licence, l'AEC s'engage à relayer, dans les mêmes conditions, les assureurs entre le montant couvert par ceux-ci et la somme considérable de 500 M \$.

B - LES CONVENTIONS INTERNATIONALES ET LOIS FRANÇAISES SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE NUCLÉAIRE

I - ORIENTATION GÉNÉRALE

Bien qu'adopté sans grand changement en Allemagne, le système américain parut pouvoir être perfectionné en Europe. L'O.E.C.E. élaborait en conséquence une convention dite de Paris, signée le 29 Juillet 1960 et qui vient d'entrer en vigueur en Avril 1968 (mais en France seulement depuis le 11 Février 1969). Cette convention a été complétée, pour certains des signataires de la première, par une seconde convention signée à Bruxelles le 31 Janvier 1963. (Cette dernière convention n'est pas encore en vigueur.)

Peu après, dans le cadre plus large qui est le sien, l'A.I.E.A. élaborait aussi une convention qui, reposant sur les mêmes principes que la convention de Paris, a été signée à Vienne le 21 Mai 1963. Tandis qu'une convention signée également à Bruxelles le 25 Mai 1962 faisait une adaptation des mêmes principes à la responsabilité des exploitants de navires nucléaires. Aucune de ces deux conventions n'est encore entrée en vigueur. Admettant que certaines dispositions de la convention de Vienne représentaient un progrès et, en vue de permettre à ses membres de la signer également, l'O.E.C.E., devenue l'O.C.D.E., apporta, par des protocoles additionnels du 18 Janvier 1964, un certain nombre de modifications aux conventions de Paris et complémentaires.

Mais la durée du processus d'entrée en vigueur des conventions internationales étant longue (nécessité d'un nombre plus ou moins élevé de ratifications), certains pays, dont la France (lois du 12 Novembre 1965) ont dû résoudre, pour l'ordre juridique interne, leurs problèmes de responsabilité nucléaire (en particulier pour satisfaire les exigences de fournisseurs américains désireux de retrouver à l'étranger des garanties équivalentes à celles dont ils bénéficient chez eux). En outre, les conventions ne constituent qu'un cadre plus ou moins détaillé et renvoient, pour leur pleine application, sur de nombreux points à la « législation nationale » (nous préciserons par la suite le sens exact de cette expression). En France, la loi n° 68-943 du 30 Octobre 1968 remplit cette dernière fonction.

II - LE DOMAINE D'APPLICATION DE LA CONVENTION DE PARIS, DE LA CONVENTION COMPLÉMENTAIRE ET DE LA LOI DU 30 OCTOBRE 1968

a) *Convention de Paris*

Convention sur la responsabilité civile délictuelle, la convention de Paris ne concerne ni la responsabilité pénale ni la responsabilité contractuelle. De plus et surtout, même dans l'ordre de la responsabilité civile délictuelle, elle instaure un régime d'exception qui ne s'applique qu'à certains dommages, causés par des « accidents nucléaires », survenus en relation avec certaines installations nucléaires situées dans les pays signataires. Le fil conducteur de la délimitation de son domaine d'application réside dans la possibilité admise que les accidents qu'elle vise puissent prendre l'allure de catastrophe que le droit commun serait incapable de réparer. Mais, dans l'interprétation de la convention, il faut exclure tout recours à l'appréciation subjective de la possibilité de risques de caractères exceptionnels pour s'en tenir au jeu de définitions, posées par la convention, pour en circonscrire son domaine d'application.

La convention couvre tout dommage aux personnes et certains dommages (5) aux biens s'il est établi que le dommage a été causé par un « accident nucléaire » mettant en jeu des « combustibles nucléaires », « produits ou déchets radioactifs », détenus dans une « installation nucléaire » située sur le territoire des Etats signataires, ou des « substances nucléaires » provenant ou à destination de cette installation. Chacun des termes entre guillemets est défini avec précision.

Nous nous contenterons de dire que la notion d'accident nucléaire est complexe, totalisatrice (pour reprendre une expression du Doyen COLLIARD). On a voulu, en effet, appréhender à la fois le fait générateur proprement dit et sa conséquence, le dommage, même si l'un des deux termes n'est pas de nature radioactive mais pourvu cependant que l'autre terme mette en évidence les propriétés radioactives des combustibles, produits ou déchets (6). On notera que si les termes « combustible nucléaire » comprennent l'uranium naturel, élaboré au stade du métal, par contre ceux de « substances nucléaires », qui recouvrent en principe à la fois ceux de « combustibles nucléaires » et de « produits ou déchets radioactifs », excluent l'uranium naturel ou appauvri. Les « produits ou déchets radioactifs » ne comprennent pas les radioisotopes destinés à être utilisés hors d'une installation nucléaire. Quant à la notion d'« installation nucléaire », elle est définie par énumération (réacteurs fixes, usines de fabrication

(5) La convention ne couvre pas les dommages subis par l'installation nucléaire ou les biens qui, se trouvant sur le site de cette installation, doivent être utilisés en rapport avec elle (par ex. matériel en cours de montage dont la propriété n'a pas encore été transférée à l'exploitant) ni, en principe tout au moins, le moyen de transport (navire par ex.) sur lequel les substances nucléaires se trouvent au moment de l'accident nucléaire (mais cf. Loi française).

(6) « Un accident nucléaire signifie tout fait ou succession de faits de même origine ayant causé des dommages dès lors que ce fait ou ces faits ou certains des dommages causés proviennent ou résultent des propriétés radioactives, ou à la fois des propriétés radioactives et des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des combustibles nucléaires ou produits ou déchets radioactifs » (art. 1 a i). En outre, en cas de dommages causés conjointement par un accident nucléaire et par un accident classique le dommage est considéré comme résultant de l'accident nucléaire en cas de doute sur la genèse propre du dommage (art. 3 b).

de substances nucléaires, usines de séparation isotopique ou de traitement de combustibles irradiés, installations de stockage de substances nucléaires).

Le Comité de Direction de l'E.N.E.A. a le droit d'exclure du champ d'application de la convention une catégorie d'installations, de combustibles ou de substances nucléaires comme comportant des risques réduits (7).

Au plan territorial, la convention ne s'applique en principe qu'aux accidents nucléaires et aux dommages consécutifs survenus ou subis sur le territoire des pays contractants. Toutefois, la convention ne couvre pas que les accidents survenus dans les installations nucléaires des pays signataires (par rejets non contrôlés contaminant la chaîne alimentaire de l'extérieur du site), mais aussi les accidents nucléaires survenus au cours du transport de « substances nucléaires ». La couverture de ces derniers accidents s'étend à la haute mer et même jusqu'au moment où elles sont déchargées ou chargées sur le moyen de transport par lequel elles parviennent ou doivent quitter un Etat non contractant (Etats-Unis par exemple).

La convention a été conclue pour s'appliquer pendant 10 ans (jusqu'en Avril 1978) mais sa reconduction par période quinquennale est prévue.

b) *Convention complémentaire*

La convention territoriale a à peu près le même champ d'application territorial que les conventions de Paris (à la différence du Portugal, de la Grèce et de la Turquie qui ne l'ont pas signée) et elle doit demeurer en vigueur jusqu'à l'expiration de la convention de Paris.

Elle s'applique en principe aux dommages causés par les accidents nucléaires couverts par la convention de Paris, mais en apportant quelques restrictions supplémentaires : immatriculation du moyen de transport dans un Etat contractant pour les accidents survenus en haute mer ou au-dessus et surtout l'installation nucléaire en cause doit être à usage pacifique. Un système de liste et d'« objections » permet d'obtenir le respect de cette dernière restriction.

c) *Loi française du 30 Octobre 1968*

Le domaine de la loi française est en principe celui de la convention de Paris.

La loi française s'applique, en effet, aux personnes physiques ou morales, publiques (ex. C.E.A. ou E.D.F.) ou privées, qui exploitent une installation nucléaire entrant dans le champ d'application de la convention de Paris et dont le régime a été défini par le décret n° 63-1228 du 11 Décembre 1963, pris en vertu de l'article 8 de la loi n° 61-842 du 2 Août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs et portant modification de la loi du 19 Décembre 1917.

Toutefois, il convient de remarquer que si le décret précité a dressé la liste des installations nucléaires de base en considération de la convention de Paris, il s'en écarte sur deux points. Le décret, précisé par un arrêté du 16 Septembre

(7) Le Comité a déjà exclu les « petites quantités » de substances nucléaires transportées ou utilisées en dehors d'une installation nucléaire et étudie d'autres exclusions. La loi française anticipe sur ces futures décisions.

1965, comprend en effet parmi ces installations les accélérateurs d'une énergie supérieure à 300 MeV. D'autre part, il exclut les réacteurs de puissance nulle garantie et les usines de préparation, fabrication ou transformation de substances radioactives ainsi que les installations de stockage, dépôt ou utilisation de ces substances dont les activités sont inférieures à celles qui ont été précisées par deux arrêtés des 6 Décembre 1966 (8) et 25 Janvier 1967. Ces exclusions sont conformes à l'esprit de la convention, mais anticipent sur les décisions que pourrait prendre à cet égard le Comité de Direction de l'E.N.E.A. (*cf.* note 7 supra).

Dans des conditions qui seront précisées ultérieurement par décret, un transporteur pourra demander à être substitué à un exploitant nucléaire avec l'accord de ce dernier.

Par contre, la loi fait usage de facultés ouvertes par la convention de Paris et, conformément à des « recommandations » d'Euratom des 28 Octobre 1965 et 6 Juillet 1966, étend le régime spécial aux dommages provoqués par une source quelconque de rayonnements ionisants détenue dans l'installation (par exemple source de gammagraphie), ainsi qu'à ceux subis par le « moyen de transport » (navire, etc.) sur lequel les substances se trouvaient au moment de l'accident.

Mais, en outre, la loi française se place en dehors du cadre de la convention, et très en flèche des autres lois étrangères, en prévoyant une réparation par l'Etat, dans certaines limites, des dommages subis par des biens n'appartenant pas à l'exploitant et se trouvant sur le site d'une installation affectée principalement à une mission de service public (par exemple matériels de fournisseurs en cours de montage).

Dans le temps, l'application de la loi demeure liée à celle de la convention de Paris et l'expiration ou la dénonciation de celle-ci doit entraîner la caducité de l'ensemble de la loi. Au plan territorial, la loi française s'applique au territoire français, métropolitain et, en principe, d'Outre-Mer. Mais, en tant qu'elles complètent la convention de Paris, les dispositions de la loi peuvent s'appliquer aussi hors du territoire français, soit qu'en vertu de la convention un tribunal français ait reçu compétence, auquel cas la loi française, à titre de « droit national » au sens de la convention, est appliquée par ce tribunal pour préciser certains points de la convention, soit au contraire, qu'un tribunal d'un autre pays signataire soit compétent, mais qu'il doive faire appel à certaines dispositions de la loi française (par exemple désignation de l'exploitant, montant de la garantie financière, et plus généralement usage des facultés ouvertes par la convention, par exemple en matière de recours des salariés) si une installation française est en cause.

(8) Un auditeur s'est interrogé sur le point de savoir si une usine de fabrication d'éléments combustibles, composés en principe d'uranium naturel, mais où des produits de fission étaient détenus, ne devait pas de ce fait être placée sous le régime des installations nucléaires de base. La réponse doit être recherchée dans cet arrêté.

Au cas improbable d'accidents de transports, survenus dans un autre Etat contractant, mettant en jeu ces produits de fission et s'ils ne peuvent être considérés comme « petites quantités » au sens de la décision d'exclusion précitée (note 7) de l'E.N.E.A., un problème de conflit entre la convention et la loi pourrait se poser. Mais, nous pensons qu'il s'agirait alors d'un différend entre Etats contractants et que la responsabilité de l'industriel ne pourrait être retenue sur la base de la convention.

Cf. aussi D n° 67-964 du 24 Octobre 1967.

En second lieu, la loi française, pour la période pendant laquelle la convention complémentaire n'est pas en vigueur, soit qu'elle ne soit pas encore entrée en vigueur (période actuelle), soit que cette convention ait cessée de l'être tandis que la convention de Paris le serait demeurée, comporte des dispositions qui suppléent ou remplacent celles de cette convention complémentaire. Mais ces dispositions ne joueraient que pour les dommages subis sur le territoire français.

En troisième lieu, outre la disposition précitée de réparation par l'Etat dans certaines limites et hypothèses de dommages subis par des biens se trouvant sur le site de l'installation, la loi française déclare s'appliquer aussi aux installations militaires. Si l'application de la convention de Paris à ces installations demeure controversée, il est certain par contre que la convention complémentaire ne s'applique pas à de telles installations. Il semble toutefois que d'une part ces installations militaires doivent, par leur nature, être de celles auxquelles s'applique la convention de Paris (par suite des activités militaires — vols d'avions armés par exemple — ne paraissent pas couverts par la loi) et d'autre part, le régime des installations couvertes par la loi devant avoir été défini par décret pris en vertu de l'article 8 de la loi du 2 Août 1961, quelques difficultés peuvent résulter du fait que le seul décret pris en vertu de ce texte, celui du 11 Décembre 1963, précise que les installations nucléaires de base intéressant la défense nationale et classées secrètes cessent d'être soumises à ses dispositions à compter de la décision de classement.

III - LES « 5 RÈGLES » DE LA CONVENTION DE PARIS ET LES PRÉCISIONS APPORTÉES A LEUR ÉGARD PAR LA LOI FRANÇAISE

Dans le domaine d'application limité qui est le sien, la convention de Paris institue un régime spécial qui peut se résumer en 5 règles, étant entendu que la forme très casuistique de la convention, pleine de nuances et d'exceptions, impose, pour la solution d'un problème particulier, de toujours se référer soigneusement au texte même.

a) La responsabilité de l'exploitant est objective, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu plus haut (I.E.II.b), qu'il n'est pas nécessaire d'établir une faute de l'exploitant. Toutefois, le demandeur doit établir l'existence du dommage qu'il allègue et la relation causale entre sa manifestation et un « accident nucléaire » déterminé, survenu en relation avec l'installation nucléaire de l'exploitant à qui il est demandé réparation. Comme nous l'avons vu (II.B II.a), la notion d'accident nucléaire facilite ces preuves dans une certaine mesure et dans certains cas, mais sans résoudre cependant toutes les difficultés. La question en particulier de la valeur probatoire de la dosimétrie, dans ses limites physiques, compte tenu du fait qu'elle est effectuée souvent par l'employeur, demeure en discussion.

La loi française a prévu, à l'instar de certaines lois étrangères, telle que la loi autrichienne, de favoriser l'administration des preuves par un système de

présomption. L'originalité du système français, dont les modalités seront précisées par un décret à intervenir, réside dans la reprise du principe, déjà posé en droit social, d'une liste de maladies. Mais il est entendu que la présomption, qui admettra la preuve contraire, ne jouera qu'en « fonction de l'irradiation ou de la contamination reçue », ce qui paraît indiquer l'intention d'introduire la notion de limites, bien connue des praticiens de la radioprotection, mais ignorée encore dans le tableau n° VI des maladies professionnelles.

b) Cette responsabilité est canalisée sur l'exploitant, ce qui signifie en premier lieu que les demandeurs, les victimes, doivent diriger leurs actions contre l'exploitant. De même, les personnes autres que l'exploitant, par exemple des transporteurs qui, en vertu de conventions existantes, telles que les conventions de droit maritime, ou de lois d'un Etat non signataire, ont été condamnées à indemniser des victimes, ont le droit également de se faire rembourser par l'exploitant. En second lieu, l'exploitant, après avoir indemnisé les victimes, ne peut, sauf exception, introduire un recours contre une autre personne, par exemple un de ses fournisseurs qu'il estimerait être le responsable véritable de l'accident.

La loi française a saisi les facultés ouvertes par la convention de prévoir, sous certaines conditions, la substitution du transporteur à l'exploitant et d'autoriser l'exercice par les victimes d'une action directe, c'est-à-dire court-circuitant l'exploitant et dirigée contre les garants financiers (assureurs, Etat).

Surtout la loi, après avoir conservé sans modification aux salariés et organismes de Sécurité Sociale le bénéfice des droits de recours ouverts par le droit social, a dû en combiner l'exercice avec le principe de canalisation. La victime, qui possède, en vertu du droit social, un droit de recours contre un autre que l'exploitant, doit le diriger contre cet exploitant.

c) Cette responsabilité est limitée, à la fois comme contrepartie nécessaire du caractère objectif de la responsabilité dans l'esprit du droit de certains pays signataires et en raison des possibilités du marché de l'assurance.

La convention fixe en principe à 10 ans la durée, à compter d'un accident nucléaire, pendant laquelle il est possible d'en demander réparation (prescription), mais autorise des dérogations. Conformément à celles-ci, la loi française limite la prescription à 3 ans si la victime avait ou devait avoir raisonnablement connaissance du dommage allégué et en même temps de l'exploitant responsable.

Par contre, la loi prolonge le délai de 10 ans à 15 ans, mais seulement si l'accident est survenu en territoire français et si la cause est jugée par un tribunal français, car la réparation des dommages manifestés au cours de cette prolongation incombe à l'Etat.

Quant au montant de la responsabilité, la convention l'arrêtait en principe à 15 M d'unités de compte AME, ce qui équivaut à 15 M \$, mais autorisait un minimum de 5 millions. La loi française a fait choix, sauf en matière de transit, de la somme de 50 M F par accident, quel que soit le nombre des installations de l'exploitant implantées sur un même site.

d) Limitée dans son montant, la responsabilité de l'exploitant doit obligatoirement être financièrement garantie pour une somme équivalente.

Formellement tout au moins, on ne peut parler d'assurance obligatoire; avoir une garantie est obligatoire mais cette garantie ne revêt pas nécessairement la forme d'une assurance. Il en est cependant ainsi le plus souvent.

La loi française comporte diverses dispositions techniques et pénales tendant à mettre en œuvre cette règle capitale. Des dispositions particulières sont prévues pour l'hypothèse du transit en France de substances nucléaires. La loi prévoit la faculté pour l'Etat de substituer sa garantie totalement ou partiellement à une assurance ou à une autre garantie financière.

e) Enfin, et c'est là un de ses principaux intérêts pratiques, la convention comporte diverses dispositions conçues pour qu'en cas d'accident nucléaire faisant sentir ses effets sur le territoire de plusieurs pays membres ou en dehors de ceux-ci (haute mer), la hiérarchie des tribunaux d'un seul de ces pays recevra compétence.

La loi française précise que si un tribunal français reçoit compétence de la convention, ce tribunal relèvera de l'ordre judiciaire, mais ce ne pourra être un tribunal répressif statuant sur l'action civile (*cf. supra* 1^o B). Du fait que le tribunal doit relever de l'ordre judiciaire, la loi retire compétence en la matière aux tribunaux administratifs, dont on aurait pu penser qu'ils auraient été saisis dans la plupart des cas (C.E.A., E.D.F.). La loi ne règle pas complètement toutefois la question et le Gouvernement a reconnu, lors des débats à l'Assemblée Nationale, qu'un décret était nécessaire pour préciser « quel sera le seul tribunal compétent » parmi les tribunaux de grande instance.

IV - DISPOSITIONS DE LA LOI FRANÇAISE PRÉVOYANT UNE INDEMNISATION PAR L'ÉTAT ET SUPPLÉANT, A TITRE TRANSITOIRE, LA CONVENTION COMPLÉMENTAIRE

a) Indemnisation par l'Etat en dehors des hypothèses de la convention complémentaire

La loi française prévoit d'une part que l'Etat réparera directement ou garantira la réparation pour la plupart des extensions données par la loi par rapport au minimum commun fixé par la convention de Paris (par exemple en cas de dérogation trop large en faveur d'opération de transit, art. 9; indemnisation de certains biens se trouvant sur le site, art. 12; dommages différés, art. 13; garantie d'Etat se substituant partiellement à une assurance, art. 7; défaillance de l'exploitant ou de ses garants, art. 8).

b) Convention complémentaire

D'autre part, la convention complémentaire prévoit pour l'essentiel qu'une indemnisation au moyen de fonds publics viendra prolonger la réparation apportée par la garantie financière obligatoire. Entre 5 ou 15 millions d'unités de compte et 70 millions, cette obligation incombera à l'Etat sur lequel se trouve

l'installation, puis de 70 à 120 millions à l'ensemble des Etats signataires selon une clé de répartition.

c) Dispositions transitoires supplétives de la loi française

Cette convention n'étant pas encore entrée en vigueur, la loi française, à titre supplétif, impose l'intégralité de la charge de cette indemnisation (entre 50 et 600 M F) à l'Etat français, mais uniquement pour les dommages subis en territoire français. Cette réparation par l'Etat, à concurrence de 600 M F, demeurera cependant à la charge exclusive de l'Etat français, même lorsque la convention complémentaire sera en vigueur, mais uniquement pour les installations à usage non pacifique, au profit des « victimes qui eussent été fondées à se prévaloir de la convention de Bruxelles s'il s'agissait d'une installation à usage pacifique ».

* * *

V - L'ASSURANCE NUCLÉAIRE

A - CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Juridiquement, l'assurance est « une opération par laquelle une partie, l'assuré, se fait promettre, moyennant une rémunération, la prime, pour lui ou pour un tiers, en cas de réalisation d'un risque, une prestation par une autre partie, l'assureur, qui, prenant en charge un ensemble de risques, les compense conformément aux lois de la statistique ».

Les assureurs distinguent en particulier :

- l'assurance de responsabilité par laquelle l'assureur paye à l'assuré les sommes que celui-ci est condamné à régler à un tiers en application du droit de la responsabilité civile. Par mesure de simplification, certains droits, dont le droit français, par le mécanisme permettant de court-circuiter en pratique l'assuré, autorisent la victime à agir directement en justice (action directe) contre l'assureur du responsable et obligent cet assureur à indemniser directement la victime.
- Historiquement, l'assurance de responsabilité procède de la reconnaissance de la responsabilité civile, mais en retour la possibilité reconnue de l'assurance a joué ensuite un rôle capital dans le développement de la responsabilité. Vous être virtuellement responsable, dit l'assureur, je vous propose donc de vous assurer. Vous pouvez vous assurer, dit le juge, donc je vous condamne à des dommages-intérêts élevés dans telle ou telle hypothèse.
- l'assurance de dommage par laquelle l'assureur rembourse au propriétaire la perte de choses qui lui appartiennent et qui ont été détruites indépendamment de la responsabilité d'un tiers.

En matière d'assurance, le fait nucléaire s'est traduit par la constitution de pools d'assurance et une certaine politique des assureurs, si bien que cette unité nous paraît prédominer sur la dualité des régimes de responsabilité : de droit commun ou spécial, et nous conduit à réunir dans ce paragraphe nos développements sur l'assurance.

B - L'ASSURANCE DES EXPLOITANTS NUCLÉAIRES (RÉGIME SPÉCIAL)

1 - *La garantie financière est obligatoire, mais cette garantie n'est pas nécessairement une police d'assurance*

Nous avons vu (II^o III, *c* et *d* supra) qu'en contrepartie d'une responsabilité limitée dans son montant (15 en principe, 5 au minimum millions d'unités de compte, soit 75 ou 25 M F), l'exploitant d'une installation nucléaire soumis à la convention de Paris devait avoir une « garantie financière » équivalente. La fixation du montant exact du type et des conditions de la garantie est attribuée à la compétence de l'autorité publique compétente.

Par suite, la loi du 30 Octobre 1968 a fixé ce montant à 50 M de francs et confirmé, sous peine de sanction, que l'exploitant devait avoir ou maintenir une assurance ou une autre garantie financière, à concurrence par accident du montant de sa responsabilité. Quant à l'assureur, il ne peut suspendre ou mettre fin à la police sans un préavis de deux mois donné au Ministre des Questions Atomiques.

A l'exception de l'octroi probable aux services publics d'une garantie au moins partielle de l'Etat, qui devrait peser sur le taux des primes exigées par le pool, on voit mal l'avantage que présenteraient, par rapport au mécanisme bien rodé de l'assurance, des garanties sous forme de caution bancaire, dépôt de titres, etc.

Aussi, le plus souvent, l'assurance sera choisie par l'exploitant et c'est en considération de ce choix probable que le régime de la convention a été établi. La possibilité d'autres garanties est un peu une hypocrisie.

2 - *Le pool d'assurance nucléaire et les polices offertes aux exploitants nucléaires*

I - *Le pool français d'assurance atomique*

En présence d'un risque nouveau comportant de nombreuses inconnues, nécessitant une garantie d'une grande ampleur et pouvant avoir éventuellement des implications internationales, les compagnies d'assurance ont commencé par exclure le risque nucléaire de toutes leurs polices classiques (*cf.* votre police automobile ou incendie).

Ces compagnies se sont ensuite constituées en « pools » pour couvrir ce risque par des polices particulières.

En France, le pool français d'assurance des risques atomiques a été créé fin Mars 1959 sous la forme d'une association de la loi de 1901.

Ce pool est un pool de coassurance qui groupe toutes les compagnies françaises et la plupart des compagnies étrangères agréées pour opérer en France (une centaine de compagnie au total). Il se réassure lui-même auprès des autres

2. PETITE PLACE — 78 VERSAILLES

Tél. 951-29-30

FICHE D'INFORMATION

LECTEUR ET DOSIMETRES

DE NEUTRONS RAPIDES

APPLICATION : INTEGRATION DES DOSES DE NEUTRONS RAPIDES DE 10 à 1000 rads.

DESIGNATION **DOSIMETRES ET LECTEUR - AB ATOMENERGI -**

APPLICATIONS Dosimétrie des neutrons rapides sur de longues périodes :
— indépendante des rayonnements gamma et des neutrons lents.
— valable en neutrons pulsés.

FONCTIONNEMENT Diodes au silicium dans lesquelles le bombardement neutronique provoque un défaut permanent.

La tension directe aux bornes, à courant constant, est une fonction croissante de l'exposition du dosimètre.

L'information stockée n'est pas détruite par la lecture.

SPECIFICATIONS

Dosimètres

- Longueur : 6 mm
- Diamètre : 3 mm
- Connexion : 30 mm
- Température de stockage : - 40 à + 50° C
- Energie : 0,2 à 15 MeV
- Sensibilité Gamma négligeable
- Précision : ± 10 % ou ± 10 rads

Lecteur

- Source de courant stabilisée avec compensation de la valeur d'origine
- Mesure durant un temps court limité automatiquement à 0,4 s mais indication conservée pendant 5 minutes.
- Précision : 1 %
- Alimentation secteur : 220 V 50 Hz
- Dimensions : 138 × 222 × 245 mm
- Poids : 3 kg.

pools européens et réassure ces derniers. L'incidence du risque inhérent à une installation nucléaire déterminée se trouve donc divisée et répartie finalement sur l'ensemble de l'industrie européenne de l'assurance.

Le pool établit des normes pour les garanties et les primes, fixe les conditions particulières de garantie et de tarification pour chaque installation et gère ensuite les polices pour le compte des associés (9).

Dans la pratique, l'exploitant doit continuer de s'adresser à son assureur habituel qui lui délivre une police à son en-tête. Mais cet assureur cède la totalité du risque au pool et ne participe à la couverture que dans la limite de sa participation au pool fixée une fois pour toute.

II - *Les polices offertes par le pool aux exploitants nucléaires*

Le pool a élaboré trois types de police.

a) police responsabilité civile d'exploitant d'installation nucléaire;

b) police responsabilité civile d'exploitant pour la couverture des transports de substances nucléaires;

Ces deux polices ont pour objet de couvrir la responsabilité de plein droit encourue par l'exploitant en vertu de la convention de Paris, et la définition des risques est donc celle donnée par cette convention et la loi française qui la complète;

c) polices dommages.

Rappelons que la convention de Paris ne s'applique pas aux dommages subis par l'installation nucléaire elle-même ou par des biens qui, se trouvant sur le site de cette installation, sont ou doivent être utilisés en rapport avec elle.

Sauf pour ces derniers biens, la possibilité de demander réparation à l'Etat, dans les limites posées par l'article 12 de la loi du 30 Octobre 1968, si l'installation est affectée principalement à une mission de service public, il peut être de l'intérêt du propriétaire de l'installation ou des biens en question, mais sans aucune obligation pour lui, de contracter à leur sujet des polices d'assurance dommages.

Ces polices sont des polices incendie, explosion des bâtiments nucléaires, avec couverture des dommages dus à une température excessive à l'intérieur du réacteur et éventuellement de la perte ou de l'altération du modérateur ou du fluide refroidisseur. Les polices garantissent également les dommages dus à la contamination, tant pour les bâtiments nucléaires que pour les bâtiments

(9) Cet établissement de normes et tarifs repose en principe sur des études du risque. Tant les pools qu'un organisme ad hoc constitué par les assureurs européens, la Commission d'Etude du Risque Atomique, y procèdent. Toutefois, il semble que le dialogue, pourtant indispensable entre spécialistes de la sûreté ou de la radioprotection et assureur, soit bien limité. Il n'est pas de notre compétence d'attribuer des blâmes aux uns ou aux autres. Nous signalerons toutefois que les assureurs déplorent d'être informés de la survenance d'incidents par la lecture de la presse. Ils souhaiteraient que, même si aucune indemnité n'est demandée, des informations leur soient données pour améliorer leur connaissance du risque.

En ce qui concerne l'évolution des tarifs, il est difficile de faire des pronostics. Certains sont en baisse, mais les nouveaux textes (Loi du 30 Octobre 1968) élargissant les risques sur certains points, des hausses pourraient également être constatées. Surtout on manque — heureusement sur un autre plan — de statistiques, si bien que l'on ne sait si les tarifs correspondent réellement au coût d'un accident nucléaire.

conventionnels voisins, c'est-à-dire les frais de déblais, de décontamination et de neutralisation avec extension éventuelle de la couverture aux sols et à la végétation.

C - POLICES D'ASSURANCE OFFERTES AUX EXPLOITANTS D'INSTALLATIONS N'AYANT PAS LA QUALITÉ D'INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Du fait, d'une part de l'exclusion du risque nucléaire de toutes les polices classiques et d'autre part du domaine limité du régime spécial de responsabilité civile nucléaire, il est clair que de très nombreux exploitants auront intérêt, bien que cela ne soit pas obligatoire, à faire couvrir, par des polices d'assurance, leur responsabilité née de la mise en œuvre de radioéléments ou plus généralement d'émission de rayonnements ionisants.

En principe, le pool français s'offre à couvrir cette responsabilité de droit commun par des polices établies à la demande et dont les conditions et primes sont librement débattues. Le pool a toutefois établi des polices-type pour certaines catégories d'utilisation : polices pour les médecins utilisant les radioisotopes, polices pour les hôpitaux, cliniques et médecins employant les appareils de télégammathérapie, polices pour les détenteurs et utilisateurs de radioéléments naturels et artificiels, polices pour les utilisateurs de sources gamma scellées en gammagraphie ou gammascopie industrielle.

Enfin, certaines compagnies étrangères, non adhérentes au pool, acceptent de délivrer des garanties nucléaires en annexe de la police de responsabilité civile classique d'entreprise.